

Convention collective

EXPLOITATIONS FORESTIÈRE

Massif de Gascogne

(2 juillet 1996)

(Etendue par arrêté du 24 décembre 1996,
Journal officiel du 7 janvier 1997)

AVENANT N° 12 DU 16 FÉVRIER 2005 (1)

NOR : AGRS0597108M

Entre :

Les syndicats d'exploitants forestiers et scieurs des départements de Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et, pour la Charente-Maritime : les cantons de Montguyon, Montlieu et Montendre, constitutifs de la fédération des industries du bois d'Aquitaine ;

Le syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats des travailleurs de la forêt de Gascogne CGT ;

L'union régionale des syndicats d'Aquitaine, CGT-FO ;

L'union régionale de la confédération française de l'encadrement (CFE-CGC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 63 et 73 de la convention collective régionale de travail du 2 juillet 1996 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 63

Départ et mise à la retraite

63.1. Départ à l'initiative du salarié

Tout salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier du droit à une pension de vieillesse au sens du code de la sécurité sociale :

- devra notifier à l'employeur sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge ;

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- devra respecter un préavis fonction de l'ancienneté fixé comme suit :
 - ancienneté inférieure à 6 mois : 8 jours ;
 - ancienneté égale ou supérieure à 6 mois : 1 mois ;
- aura droit à l'indemnité de départ volontaire à la retraite des salariés fixée comme suit :
 - après 10 ans d'ancienneté : 1/2 mois de salaire ;
 - après 15 ans d'ancienneté : 1 mois de salaire ;
 - après 20 ans d'ancienneté : 1 mois et demi de salaire ;
 - après 30 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire.

63.2. Mise à la retraite par l'employeur

L'employeur a la possibilité de mettre à la retraite les salariés remplissant les conditions pour pouvoir bénéficier d'une pension de vieillesse au taux plein au sens du code de la sécurité sociale et, ayant atteint l'âge minimum prévu aux articles L. 351-1, L. 351-1-1 et L. 351-1-3 du même code.

Dans le cas où il utiliserait cette possibilité, l'employeur vérifiera auprès du salarié s'il remplit les conditions prévues ci-dessus. A cet effet, il devra notifier au salarié son intention de le mettre à la retraite par lettre recommandée avec accusé de réception. Si le salarié ne remplit pas les conditions d'ouverture du droit à une pension vieillesse au taux plein, il devra en justifier dans un délai de 3 mois par la production par la production de la réponse qui lui aura été apportée par la mutualité sociale agricole ou apporter la preuve des démarches qu'il aura effectuées.

L'employeur devra respecter un délai de préavis fixé comme suit :

- 1 mois pour une ancienneté de services continus inférieure à 6 mois ;
- 2 mois pour une ancienneté de services continus supérieure à 6 mois.

Le salarié a droit sous réserve d'une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 2 ans, à une indemnité de mise à la retraite fixée comme suit :

- 1/10 de mois par année de service pour les 10 premières années ;
- puis 1/6 de mois par année de service au-delà de la dixième et suivantes.

Cette indemnité est calculée selon la formule la plus avantageuse sur le salaire moyen des 12 ou des 3 derniers mois. Dans ce cas, toute prime ou gratification annuelle ou exceptionnelle versée au cours de ces 3 mois doit être prise en compte *pro rata temporis*.

Contrepartie en termes de formation professionnelle ou en termes d'emploi :

Toute mise à la retraite dans les conditions définies dans le présent article ne sera pas considérée comme un licenciement mais comme une cause autonome de rupture.

Elle s'accompagnera de l'une des dispositions suivantes :

- à l'initiative de l'employeur, mise en œuvre d'actions de formations professionnelles spécifiques pour les salariés âgés de plus de 45 ans, destinées au maintien de leur emploi, indépendamment de la mise en œuvre du droit individuel à la formation ;

ou

- conclusion d'un contrat à durée indéterminée pour 2 mises à la retraite ;

ou

- conclusion d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation, avec perspective d'emploi pour 1 mise à la retraite.

La mise en œuvre de la contrepartie devra intervenir de préférence dans les 12 mois précédents ou suivants la date de notification de la mise à la retraite.

En cas de difficultés économiques, l'entreprise pourra éventuellement différer la contrepartie au-delà du délai prévu ci-dessus, après consultation du comité d'entreprise ou à défaut, des délégués du personnel le cas échéant au plus tard 3 mois avant l'échéance du délai ci-dessus.

Les représentants du personnel seront également consultés sur les modalités de mise en œuvre envisagées.

Cette contrepartie pourra être réalisée au sein de l'entreprise ou d'une autre entreprise appartenant au même groupe, en priorité sur le même bassin d'emploi.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux cas de mise à la retraite prononcés dans le cadre de dispositifs de préretraite, de cessation anticipée d'activité tels que prévus par la loi, ou de mise à la retraite d'un salarié ayant atteint l'âge visé au 1^{er} de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale.

Article 73

Indemnité de départ et de mise à la retraite

73.1. Départ à l'initiative du salarié

Une indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié sera versée conformément aux dispositions de l'article L. 122-14-13 du code du travail, aux cadres et agents de maîtrise répondant aux deux conditions suivantes :

1. Bénéficiaire du droit à une pension de vieillesse au taux plein au sens du code de la sécurité sociale.
2. Remplir les conditions d'ancienneté ci-dessous :
 - après 10 ans d'ancienneté dans la fonction sur la même exploitation ou chez le même employeur : 2 mois de traitement ;
 - après 20 ans d'ancienneté dans la fonction sur la même exploitation ou chez le même employeur : 3 mois de traitement ;
 - après 30 ans d'ancienneté dans la fonction sur la même exploitation ou chez le même employeur : 4 mois de traitement.

L'allocation se calcule en fonction de la rémunération mensuelle allouée au moment du départ à la retraite.

73.2. Mise à la retraite par l'employeur

Les dispositions de l'article 63.2 de la présente convention relatives à la mise à la retraite par l'employeur sont applicables aux cadres et agents de maîtrise sauf pour ce qui concerne :

Le préavis qui est fixé comme suit :

a) Pour les agents de maîtrise :

- ayant moins de 2 ans de présence dans l'entreprise : 2 mois ;
- ayant 2 ans et plus de présence dans l'entreprise : 3 mois.

b) Pour les agents d'encadrement :

- ayant moins de 5 ans de présence dans l'entreprise : 3 mois ;
- ayant 5 ans et plus de présence dans l'entreprise : 6 mois.

Le délai de préavis prend effet à la date de notification à l'intéressé.

L'indemnité de mise à la retraite qui est identique à l'indemnité de départ à la retraite indiquée à l'article 73.1 de la présente convention ou à l'indemnité prévue par l'article 5 de l'accord interprofessionnel annexé à la loi du 19 janvier 1978 s'il est plus favorable.

Article 2

Le présent avenant sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Gironde, à Bordeaux.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Bordeaux, le 16 février 2005.

(Suivent les signatures.)